

Compte rendu des Journées d'études du GDR Empire russe, URSS et monde post-soviétique

Grenoble 17-18 juin 2021

Panel 1 : Études croisées des aires et circulations des pratiques

Participant.e.s : Camille Robert-Bœuf (LADYSS - Université Paris-Nanterre), Perrine Poupin (EUR'ORBEM - Université Paris), Léa Moreau-Shmatenko (Université de Genève).

Discutant.e.s : Sergei Fediunin (CREE – INALCO) et Anne le Huérou (ISP-Université de Nanterre)

La présentation de **Camille Robert Bœuf** portait sur « **la mise en regard des jardins collectifs français et russes : quels enjeux épistémologiques, quels enjeux méthodologiques ?** ». Elle s'est lancée de prime abord dans les questions méthodologiques, linguistiques et de délimitation des objets. La question terminologique a été au cœur de son intervention, elle a expliqué pourquoi avoir utilisé la notion de « jardin collectif », qui questionne à la fois la géographie des jardins mais aussi des individus qui y viennent. La comparaison des jardins franciliens et de Kazan s'est structurée autour d'études menées par C. Robert-Bœuf par le passé, qui lui ont permis une certaine inversion des regards. Elle s'est positionnée comme française, étudiant les jardins franciliens à la lumière de ses connaissances sur les jardins russes. Si les deux régions, de Paris et de Kazan, semblaient au départ assez lointaines, elles sont malgré tout comparables au niveau de leur évolution urbaine, qui a influencé l'existence et la construction de tels jardins. Ces derniers, pour être vraiment comparables, ont d'ailleurs été choisis selon les mêmes caractéristiques de périphérie, d'ancienneté, de nombre de lopins et d'espace socio-spatial. Les questions d'agriculture urbaines et de sécurité alimentaire, liée à ces jardins sont dès les années 1990 un objet d'étude du côté français, tandis que les chercheur.euse.s russes ignorent ces espaces, associé à un héritage soviétique des *Datcha*, perçu comme étant voué à disparaître. Cependant, à partir des années 2000, la Russie s'intéresse à ces jardins et débute une politique de développement appuyée sur ceux-ci. Finalement, cette comparaison ambitieuse a confronté la Russie, et l'héritage culturel soviétique des *Datchas*, à d'autres aires culturelles. La circulation des concepts et des pratiques a été mise en avant par cette étude d'espaces qui semblaient au départ assez incomparable.

Concernant cette intervention, **Sergei Fediunin** a souligné la distinction faite entre « urbain » et « rural » et l'entremêlement actuel de ces deux termes et de ce qu'ils impliquent. Il a également félicité la différenciation faite entre invisibilité politique et visibilité sociale sur le sujet, puisque si les chercheur.euse.s et politiques ne s'intéressent au sujet que tardivement, les urbain.e.s qui interagissent dans ces jardins sont eux.elles présent.e.s depuis longtemps. Enfin, il a questionné l'invisibilité de l'activité péri-urbaine dans la conception plus large de l'économie informelle russe. De son côté, **Anne le Huérou** a remarqué l'importance du temps politique et social concernant la survivance des jardins ouvriers russes, et a questionné l'existence d'un processus similaire en Europe occidentale actuelle. Elle s'est également

interrogée sur la notion d'agriculture urbaine dans l'espace russe, et a mis en avant la notion de « langue politique maternelle » des chercheur.euse.s, qui joue lors des définitions de concepts et des transpositions de ceux-ci.

La question des circulations a également été présente dans la seconde intervention de ce panel, qui s'est concentré cette fois sur la circulation des pratiques. **Perrine Poupin** a en effet présenté son étude sur « **l'étude des mobilisations collectives en Russie et en France (en présence et sur internet)** ». Les espaces russes, français et ukrainiens lui ont servi de terrain pour analyser les diverses manifestations moscovites, le Maidan Kiévien et les « gilets jaunes » français. Concernant ces trois cas, elle a noté que les manifestant.e.s étaient surtout apolitiques et témoignaient d'un fort ancrage territorial. P. Poupin a ensuite proposé d'étudier plus en détails deux mouvements : celui des « gilets jaunes » russes de Shies et celui de la mobilisation de Norilsk. Les deux cas, et plus largement les trois terrains évoqués précédemment, admettent une situation problématique comme élément déclencheur, provoquant la mobilisation des habitant.e.s concernés. Pour Shies, le déclencheur est le projet de décharge lancé par Moscou en 2018, la mobilisation se met rapidement en place pour empêcher la réalisation du projet. De même, à Norilsk les mobilisations débutent après la fuite d'une centrale thermique, provoquant le déversement de plusieurs milliers de mètres cubes de Diesel dans les rivières alentour. Dans les deux cas, les mobilisations prennent une ampleur que le pouvoir ne peut ignorer et il est poussé à se justifier. L'étude des rassemblements s'est faite selon une méthode d'immersion au long terme et via une approche visuelle. Chaque mobilisation a été étudiée selon sa dimension spatiale, les compétences et répertoires manifestants en jeu ainsi que la communication présente entre tous.tes les acteur.rice.s. La circulation des pratiques et des concepts entre ces mobilisations a été justifiée comme permettant la construction d'espaces d'échanges citoyens. P. Poupin a finalement pointé la comparabilité de ces mouvements, permettant d'étudier les dynamiques communes et les restitutions d'expériences des acteur.rice.s présents.

Sergei Fediunin a remarqué, à propos de l'intervention de Perrine Poupin, la notion de « terrain à risque », qui semble exposer le risque des chercheur.euse.s à entrer en opposition avec les intérêts des acteur.rice.s de leur terrain. **Anne le Huérou** a partagé l'intérêt pour cette question et a lancé une réflexion sur la participation possible et limitée du chercheur.euse.s à la zone de contact qu'il.elle veut étudier ou créer. Cela rejoint également la question qu'Anne le Huérou a fait émerger de cette intervention, à savoir : que construisent les acteur.rice.s individuellement et que construit, de manière séparée, le contact entre ces acteur.rice.s. ?

Ces restitutions d'expériences issues d'échanges citoyens ont été au cœur de la troisième étude présentée dans ce panel. La présentation de **Léa Moreau-Shmatenko** : « **On se regroupe plutôt sur la base de loisirs communs, on veut juste avoir du « fun » !** ». **Le rôle des loisirs en russe dans le développement de la communauté russophone en Suisse** » s'est inscrite dans cette idée de circulation des pratiques mais aussi de circulation entre les aires par les pratiques. Le travail de définition a d'abord cherché à expliciter le terme de loisir, finalement conceptualisé comme un phénomène social qui contribue à renforcer l'appartenance et

l'intégration sociale des individus russophones, en Suisse dans le cas de l'enquête. Cependant, ces loisirs ne permettent pas de définir une communauté à part entière, qui semble être quelque chose de mouvant, construit en réseau, et moins affirmé par les russophones que par d'autres communautés étrangères. La question méthodologique a été primordiale ici encore, et la pandémie de COVID-19 a par ailleurs provoqué une recomposition du terrain d'enquête et de la méthodologie utilisée. L. Moreau-Shmatenko a présenté ses choix concernant le terrain et les réseaux étudiés : seuls les individus issus de la première génération migratoire et sans enfants sont pris en compte. L'objectif de l'étude étant de comprendre la construction des liens sociaux dans le contexte migratoire de rupture sociale, l'appartenance à des générations migratoires secondaires ou la parentalité apportent un biais de sociabilité que L. Moreau Shmatenko a ainsi souhaité éviter. Les résultats présentés prouvent encore une fois le besoin de circulation des concepts et des pratiques. En effet, tel qu'exposé, la question de l'existence d'une communauté semble diviser, elle ne semble pas être un espace de cohésion fort et exclusif, à l'inverse d'autres communautés étrangères. De plus, si l'homophilie sociale a bien été pointée dans le cas de ces loisirs, elle n'apparaît pas incompatible avec une intégration individuelle parallèle des individus membres de cette « communauté ».

Dans l'intervention de L. Shmatenko-Moreau, **S. Fediunin** a relevé l'opposition entre « communauté imaginée » et « communauté de fait » qui se structure au sein des russophones de Suisse. **Anne le Huérou**, elle, a questionné l'évolution des russophones de Suisse de manière globale. D'une part, dans une évolution personnelle entre l'arrivée en Suisse et les années qui suivent, et d'autre part, dans un parallèle face aux évolutions de la Russie actuelle.

S. Fediunin a rappelé, dans un cadre général, l'importance des choix terminologiques, qui sont primordiaux pour permettre aux comparaisons d'exister et de tenir. Il a statué que les enjeux méthodologiques impliqués dans ces trois interventions reflétaient des approches assez originales et pragmatiques. Les perspectives de comparaisons, confrontant des analyses contextuelles, ont été bénéfiques à la réflexion sur la singularité ou non des objets d'étude. Les questions plurilinguistiques et de traduction des concepts ont également été un point important de ces interventions et ont mené selon lui à de multiples considérations. **Anne le Huérou** a félicité les intervenantes pour leurs démarches de réflexivité sur leur condition de chercheuses.